LAVR_1[illegible]
1
Bureau
Coordination

L.

L.5058/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section législation, deuxième chambre, isi par le Ministre des Finans, le 11 janvier 1956, d'une demde d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant les lois ordonnées relatives aux impôts r les revenus en matière de te mobilière, et les lois coormées relatives à la contribuon nationale de crise, en ce l concerne les revenus de capiux investis", a donné le 13 nvier 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e Januari 1956 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen, wat de mobiliënbelasting aangaat en van de samengeordende wetten betreffende de nationale crisisbelasting in verband met de inkomsten uit belegde kapitalen", heeft de 13e Januari 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet a trois objets distincts.

Il tend en premier lieu à préciser le champ d'application de l'impôt sur le revenu de capitaux mobiliers et à mettre fin à une controverse concernant la portée de l'article 18 des lois coordonnées, née de la modification qu'apporta à cet article l'article 15 de la loi du 13 juillet 1930 modifiant la législation en matière d'impôts directs.

L'article 15 de la loi du 13 juillet 1930 visait dans l'intention du Gouvernement, auteur du projet, à soustraire d'une manière générale à la taxe mobilière les revenus de créances et dépôts ayant un caractère professionnel dans le chef des bénéficiaires de ces revenus pour les soumettre à la taxe professionnelle à laquelle ils échappaient (cfr. Exposé des motifs - D.P. Chambre, session 1929-1930 - n°13, p.10).

Le législateur de l'époque, suivant d'ailleurs sur ce point le projet du Gouvernement, se borna toutefois, pour réaliser cette intention, à compléter l'article 18 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. En ce faisant, il perdit de vue que l'article 18 n'était

alors qu'un commentaire d'une partie de l'article 14 et ne concernait, en raison de la référence expresse qui y était faite, que la disposition devenue depuis, le § 1er, 3°, de cet article.

Comme l'article 14, § 1er, 3°, écarte de son champ d'application les capitaux investis dans les affaires commerciales, industrielles et agricoles exploitées par les sociétés par actions, de même que les créances et les prêts à charge des sociétés par actions, il s'est trouvé des personnes, lorsqu'il devient plus avantageux d'être soumis à la taxe mobilière qu'à la taxe professionnelle, pour prétendre, en se fondant sur la lettre de l'article 18, que cet article ne pouvait s'appliquer, même s'ils avaient un caractère professionnel dans leur chef, aux revenus de créances sur des sociétés par actions ou aux revenus de dépôts auprès de telles sociétés. Certaines réussirent à faire prévaloir leur prétention auprès de la cour d'appel (cfr. Appel Bruxelles, 23.3.1955).

.../...

Le Gouvernement, dans le but d'écarter cet écueil, avait inséré dans le projet de loi contenant le Code des impôts sur les revenus, qu'il avait déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants le 8 février 1949, un article 47 qui dissipait toute équivoque. Le projet devait toutefois devenir caduc et il ne fut jamais voté (cf. Ch. des Représentants, session 1948-1949, doc. n°169).

L'article 1er du projet actuel s'inspire de cette disposition tout en l'étendant aux revenus des biens immobiliers situés à l'étranger ainsi qu'aux produits de la location, de l'affermage, de l'usage et de la concession de tous biens mobiliers dès qu'ils ont un caractère professionnel dans le chef des bénéficiaires. Il procède cette fois par remplacement de l'article 18 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Cette manière de faire offre l'inconvénient de supprimer non seulement l'ajoute faite à l'article 18 par la loi de 1930, mais également la partie du texte qui seul constituait cet article à l'origine.

Elle a, de plus, pour effet d'isoler dans un article distinct une disposition générale relative à la détermination du champ d'application de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il serait plus conforme à l'économie des lois coordonnées et plus clair de grouper cette disposition, à l'article 14, avec les autres dispositions qui délimitent le champ d'application de la taxe mobilière. Elle y trouverait sa place comme § 3.

Ainsi l'article 18 des lois coordonnées demeurerait dans ces lois avec son caractère de pur commentaire de l'article 14, § 1er, 3°, et il serait inutile aux articles 2 et 3, 2° , du projet de procéder aux adaptations des lois coordonnées qui y sont prévues.

L'article 2 devrait cependant être remplacé par une disposition portant suppression de la partie de l'article 18 qu' y a insérée la loi du 13 juillet 1930.

Quant à l'article 4 du projet, il importerait d'y substituer une référence à l'article 14, § 3, des lois coordonnées à la référence à l'article 18.

Dans cette conception, les articles 1er, 2 et 4 du projet seraient rédigés comme ci-après :

"Article 1er.-

L'article 14 des lois relatives aux impôts sur les revenus coordonnées le 15 janvier 1948 est complété par un paragraphe 3 rédigé ainsi qu'il suit :

§ 3. L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers... (la suite comme au projet du Gouvernement)...

L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ... (la suite comme au projet du Gouvernement)...

Article 2.-

A l'article 18 des mêmes lois coordonnées,les mots "à l'exception toutefois des créances ou dépôts d'un caractère professionnel, pour autant qu'il soit dûment établi que les intérêts y afférents sont compris dans la comptabilité des exploitations bénéficiaires situées en Belgique" sont supprimés.

Article 4.-

A l'article 52, § 2, b, des mêmes lois coordonnées, les mots "à l'exclusion des intérêts de créances et de dépôts à caractère professionnel visés à l'article 18" sont remplacés par les mots "à l'exclusion des revenus et produits visés à l'article 14, § 3".

+

...

Le projet tend en second lieu à apporter à l'article 34 des lois coordonnées différents aménagements relativement au taux de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. C'est l'objet de l'article 3.

Au 1° de l'article, le projet prévoit l'abrogation de la disposition de l'article 34, § 1er, 5°,b, en vertu de laquelle le taux de 5 p.c. est appliqué, jusqu'à l'expiration des contrats en cours, aux revenus des capitaux mis par des personnes physiques ou morales n'ayant dans le pays ni domicile, ni résidence, ni établissement, à la disposition de firmes belges avant le 16 juillet 1930.

L'exposé des motifs déclare à cet égard : "On peut admettre que cette disposition est devenue sans objet, les contrats de l'espèce étant vraisemblablement expirés".

Une telle disposition ne sera sans inconvénient que si le Gouvernement a la certitude que ces contrats sont expirés.

\+

\+ +

Le projet tend enfin,par un article 5,à compléter l'article 3 des lois relatives à la contribution nationale de crise coordonnées par l'arrêté du Régent du 16 janvier 1948, de manière à unifier à 2 p.c. le taux de la contribution nationale de crise due à raison des revenus de capitaux investis attribués à leurs associés non actifs par les sociétés s'occupant de la construction d'habitations modestes ou de l'octroi de crédits à cette fin et qui revêtent la forme de sociétés de personnes.

Pour autant que le Conseil d'Etat ait pu s'en rendre compte dans le très bref délai qui lui a été donné pour l'examen du projet, cette disposition ne soulève pas d'observation.

Het ontwerp heeft een drieledig doel.

In de eerste plaats wil het ontwerp het toepassingsgebied van de belasting op het inkomen uit roerend kapitaal omschrijven en een einde maken aan een controverse over de strekking van artikel 18 van de samengeordende wetten, sinds het gewijzigd werd door artikel 15 van de wet van 13 Juli 1930 tot wijziging van de wetgeving inzake directe belastingen.

Artikel 15 van de wet van 13 Juli 1930 diende, volgens de opvatting van de Regering van wie het ontwerp uitging, om inkomsten uit schuldvorderingen en deposito's welke in hoofde van de verkrijgers dezer inkomsten een bedrijfskarakter vertoonden, in het algemeen aan mobiliënbelasting te onttrekken en voortaan aan de bedrijfsbelasting te onderwerpen (cfr. Memorie van toelichting - P.D. Kamer - Zitting 1929 - 1930 - Nr 13, p. 10).

Om daartoe te komen, beperkte de toenmalige wetgever zich, in aansluiting overigens op het Regeringsontwerp, tot een aanvulling van artikel 18 van de samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen. Hierbij vergat hij, dat artikel 18 toen niet meer was dan een commentaar op een gedeelte van artikel 14 en wegens de uitdrukkelijke verwijzing daarnaar alleen betrekking had op de bepaling die sindsdien § I, 3°, van dat artikel is geworden.

.../...

Aangezien artikel 14, § 1, 3°, niet in zijn toepassingsgebied opneemt de kapitalen belegd in door vennootschappen op aandelen in bedrijf genomen handels-, nijverheids- en landbouwzaken en evenmin de schuldvorderingen en leningen ten laste van vennootschappen op aandelen, hebben sommigen, wanneer het voordeliger wordt aan mobiliënbelasting dan wel aan bedrijfsbelasting te zijn onderworpen, artikel 18 letterlijk uitgelegd en beweerd, dat het geen toepassing vindt ten aanzien van inkomsten uit schuldvorderingen op vennootschappen op aandelen of van inkomsten uit deposito's bij zodanige vennootschappen, zelfs wanneer die inkomsten voor hen een bedrijfskarakter hebben. Sommigen slaagden erin hun stelling bij het Hof van beroep te doen zegevieren (cfr. Beroep Brussel, 23 Maart 1955).

Om deze hinderpaal uit de weg te gaan, had de Regering in het ontwerp van wet houdende het wetboek der belastingen op het inkomen, dat zij op 8 Februari 1949 bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers had ingediend, een artikel 47 opgenomen dat elke twijfel ophief. Het ontwerp kwam echter te vervallen en er werd nooit over gestemd (cfr. Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1948-1949, doc. nr 169).

Artikel 1 van het onderhavige ontwerp gaat van deze bepaling uit maar verruimt de toepassing ervan tot inkomsten uit in het buitenland gelegen onroerende goederen en tot de opbrengst van verhuring, verpachting, gebruik of concessie van alle roerende goederen, zo deze inkomsten en opbrengsten in hoofde van de verkrijger een bedrijfskarakter

.../...

hebben. Deze maal wordt tewerk gegaan door vervanging van artikel 18 van de samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen.

Deze werkwijze heeft tegen zich, dat niet alleen de tekst welke de wet van 1930 aan artikel 18 had toegevoegd, maar ook het gedeelte van de tekst dat het oorspronkelijke artikel vormde, uitvalt.

Bovendien wordt daardoor een algemene bepaling, betreffende de vaststelling van het toepassingsgebied der belasting op inkomsten uit roerend kapitaal, in een apart artikel afgezonderd.

De Raad van State acht het duidelijker en meer in overeenstemming met de economie van de samengeordende wetten, deze bepaling in artikel 14 samen te brengen met de overige bepalingen die het toepassingsgebied van de mobiliënbelasting afbakenen. Dit kan een § 3 worden.

Zo zou artikel 18 van de samengeordende wetten daarin zijn plaats kunnen behouden, als een loutere commentaar op artikel 14, § 1, 3°, en zouden de in de artikelen 2 en 3, 2°, van het ontwerp voorgestelde aanpassingen van de samengeordende wetten overbodig worden.

.../...

Artikel 2 zou echter moeten worden vervangen door een bepaling tot opheffing van het door de wet van 13 Juli 1930 ingevoegde gedeelte van artikel 18.

In artikel 4 van het ontwerp verwijze men naar artikel 14, § 3 van de samengeordende wetten, en niet naar artikel 18.

Aansluitend kunnen de artikelen 1, 2 en 4 als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

Artikel 14 van de op 15 Januari 1948 samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

§ 3. De belasting op het inkomen uit roerend kapitaal ... (zoals in het ontwerp van de Regering) ...

De belasting op het inkomen uit roerend kapitaal ... (zoals in het ontwerp van de Regering) ...

Artikel 2.-

In artikel 18 van dezelfde samengeordende wetten worden de woorden : "met uitzondering echter van de schuldvordering of deposito's die een bedrijfskarakter hebben, voor zover het behoorlijk vastgesteld wordt dat de daaraan verbonden interesten begrepen zijn in de comptabiliteit van de in België gelegen exploitaties, waaraan die inkomsten ten goede komen" geschrapt.

.../...

Artikel 4.-

In artikel 52, § 2, b, van dezelfde samengeordende wetten worden de woorden "met uitzondering van de interesten van schuldvorderingen en deposito's welke een bedrijfskarakter hebben en waarvan sprake in artikel 18" vervangen door de woorden "met uitsluiting van de in artikel 14, § 3, bedoelde inkomsten en opbrengsten"

\+

\+ \+

In de tweede plaats wil het ontwerp in artikel 34 van de samengeordende wetten verschillende aanpassingen brengen met betrekking tot het bedrag van de belasting op inkomsten uit roerend kapitaal. Daartoe dient artikel 3.

De tekst onder 1° van dit artikel houdt opheffing van de bepaling van artikel 34, § 1, 5°, b, krachtens welke het percentage van 5 t.h. tot het verstrijken van de lopende contracten toegepast wordt op de inkomsten van kapitalen welke vóór 16 Juli 1930 ter beschikking van Belgische firma's zijn gesteld door natuurlijke of rechtspersonen die in het Rijk noch woonplaats, noch verblijfplaats, noch inrichting hebben.

.../...

De memorie van toelichting verklaart dienaangaande : "Daar dergelijke contracten waarschijnlijk vervallen zijn, mag men aannemen dat deze beschikking zonder voorwerp is geworden".

Een zodanige bepaling levert geen bezwaar op als de Regering zeker is dat deze contracten verstreken zijn.

\+

\+ \+

Artikel 5 van het ontwerp tenslotte dient om artikel 3 van de wetten betreffende de nationale crisisbelasting, samengeordend bij het besluit van de Regent van 16 Januari 1948, aan te vullen, derwijze dat het percentage van de nationale crisisbelasting eenvormig op 2 t.h. wordt gebracht voor inkomsten uit belegde kapitalen, welke aan niet-werkende vennoten worden toegekend door vennootschappen die zich met het bouwen van bescheiden woningen en met de toekenning van daartoe bestemde kredieten bezighouden, en die de vorm van een personenvennootschap hebben aangenomen.

Voor zover de Raad van State zich daarvan rekenschap heeft kunnen geven binnen de hem zeer karig toegemeten tijd, biedt deze bepaling geen stof tot opmerkingen.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	A.MAST, J.COYETTE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART,	assesseur de la section de législation, bijzitter van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.